

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI-DIMANCHE 24-25
JUILLET 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

LIBAN

Trois lois provisoires

Un gigantesque incendie s'est déclaré vendredi en fin de journée dans un dépôt de carburant situé dans les quartiers est de Beyrouth, en bordure de mer. Ces quartiers sont tenus par les phalangistes.

En début de soirée, de gigantesques flammes, hautes de plusieurs dizaines de mètres illuminaient le ciel tandis qu'un lourd panache de fumée noire et de fines poussières s'étendait au-dessus de la capitale libanaise. Peu de temps avant que ne débute cet incendie, de violents échanges d'artillerie avaient éclaté entre les quartiers est (phalanges) et ouest (islamo progressistes) de Beyrouth. voir l'article de R. Brestar p.2

PORTUGAL

La droite du PS tient la barre

voir page 3

Deux explosions à Mururoa

SURBOOM UNDERGROUND

Le Ministère de la Défense a honte de ses essais nucléaires. Amoins que l'effet de surprise n'ait son importance stratégique ?

Toujours est-il que deux tirs nucléaires ont eu lieu en secret à Mururoa, les 10 et 22 juillet 1976, a annoncé le Ministère de la Défense le 23 juillet à midi.

Ces deux essais étaient le 62° et 63° essais nucléaires français, le 4° et le 5° à être réalisés dans le sous-sol de l'île de Mururoa.

Les dix-sept premiers ont eu lieu dans le Sahara français, la Polynésie a ensuite le record puisqu'elle a le peu enviable privilège de compter 41 essais atmosphériques et 5 essais souterrains.

La force de dissuasion française se sert une fois de plus des colonies comme dépotoir, Mururoa est l'atoll habité qui dans le monde entier a connu le plus de tir de surface... La puissance des 45 explosions dépasse de 100 fois celle des tirs d'Hiroshima et Nagasaki dont les populations souffrent encore des maladies mortelles dues au retombées.

Cocorico, la France en tête !

LARZAC

LES PAYSANS MOBILISENT

• Rassemblement dimanche sur le plateau

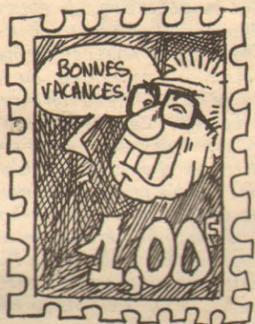
Les paysans du Larzac, le comité Millavois de défense des comités Larzac appellent à un rassemblement dimanche 25 sur le plateau. Il est prévu à 9h30 aux Liquisses, sur la départementale 99 (après La Cavalerie prendre la route du Vigan).

De là, les manifestants marcheront sur Montredon, un de ces domaines acquis par un absentiste parisien qui l'a revendu clandestinement à l'armée (voir Rouge du 22 juillet).

Des forums de discussion et de réflexion se tiendront tout l'après midi sur les lieux visés par l'armée.

Il faut être nombreux à se retrouver dimanche pour soutenir les paysans et les résidents que le pouvoir veut isoler et diviser pour arriver à ses fins : l'extension du camp militaire.

Les récents procès ont relancé la mobilisation. Il faut que la journée de demain soit un moment important préparant le procès du 2 août à Millau et le procès en appel en septembre à Montpellier.



Ségard ment !

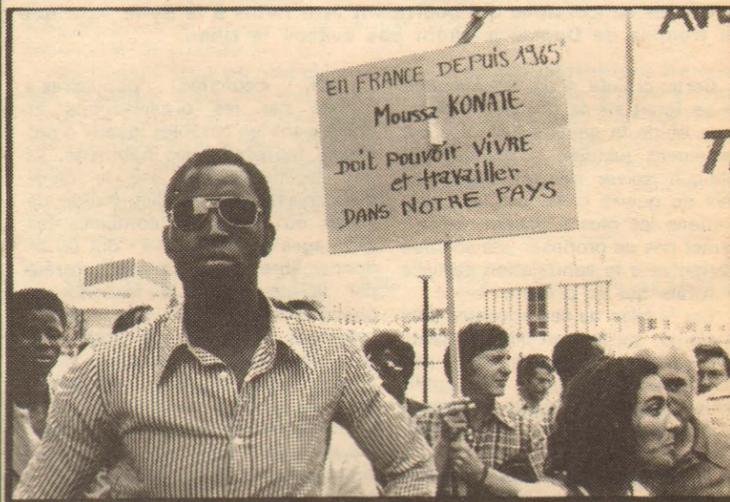
A la fin du mois de juin, Monsieur Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications annonçait solennellement qu'il n'y aurait pas d'augmentation des tarifs postaux. Or, voici qu'un postier nous communique que dans certains bureaux parisiens viennent d'arriver des lots de timbres rouges à 1 franc et de timbres verts à 75 centimes. De plus, certains bureaux ayant fait demande à la recette principale de timbres à 60 et 80 centimes se sont heurtés à une fin de non-recevoir... Les paris sont ouverts : Ségard est-il un menteur ou est-il trop préoccupé par la préparation des élections municipales lilloises pour savoir ce qui se passe dans son ministère ?

Festival du Castellet

WOODSTOCK ?



C'était il y a dix jours à Roskilde (Danemark) Ils étaient 35 000 à un festival



ILS VEULENT EXPULSER KONATE !

Il ne suffit pas à Poniatowski d'avoir fait fait expulser seize travailleurs immigrés en avril dernier : il s'acharne contre Moussa Konate, militant CGT du foyer de Pierrefitte, dont le premier arrêté d'expulsion avait été annulé par le conseil d'état.

Maître Jules Borker son avocat, a en effet précisé, dans un communiqué que « le Ministre de l'intérieur a notifié ce vendredi matin à son client un nouvel arrêté d'expulsion exécutoire le 1° Août prochain ». L'avocat a précisé : « La décision du ministre a été prise contre l'avis de la commission préfectorale devant laquelle moi même et M^{me} Annie Swec, l'autre défenseur de Moussa Konate, avions réfuté chacune des accusations portées contre l'intéressé, jamais condamné et travaillant en France depuis dix ans dans la même entreprise » Et Ponia ne s'est pas

foulé pour motiver ce deuxième arrêté : « Les motifs d'expulsions sont identiques à ceux invoqués par le ministre de l'intérieur lors de la première procédure annulée à la suite de la décision du conseil d'état, à savoir, entre autres, participation à la grève des foyers, et menace de mort proférées contre le gérant du foyer Pierrefitte ».

Deux requêtes vont être déposées contre ce nouvel acte scélérat. Mais d'ores et déjà, la hargne de Ponia indique une volonté très nette de la part des autorités gouvernementales de briser la combativité des ouvriers immigrés, et ce par tout les moyens, de l'expulsion des plus combatifs à l'appel à la haine raciale comme à l'occasion de l'affaire du Metro. Une nouvelle bataille s'engage donc autour du maintien en France de Moussa Konate. Il ne faut pas que le gouvernement la gagne. Comme il faudra bien imposer le retour des autres expulsés.

L'année dernière on a eu le festival d'Orange. Ça a causé ferme. C'était un événement. Avant tout, est-ce qu'il existait suffisamment de gens pour passer dix heures, assis à écouter de la musique dans des conditions pas forcément agréables, sans pour autant se laisser abasourdir par les décibels ? Ensuite les organisateurs n'avaient rien de très sympa : la récupération n'était pas loin. Enfin, l'appréhension d'assister à une période musicale, d'être déçus par quelque chose qui semblait spectaculaire : savoir choisir et sentir tel ou tel groupe, différencier les influences diverses, ne pas être impressionnés par la frime et le fric, démystifier ce qui n'était alors que la « pop », visions impressionnées des stars en pleine lumière sans liens avec notre monde où le travail et le fric sont les principaux problèmes. En fait, on s'en est pas mal tiré. Les musiciens mis à leur place (dans la tête de chacun) et même RTL qui se fait copieusement huer !

Une ambiguïté demeure : RTL et Wah-Wah firent leur beurre et rien ne devait plus arrêter les profiteurs. Une année est passée et a vu s'installer des enclos de mélomanes satisfaits de pas grand chose.

Une seule chose domine tout ça : cette incroyable attirance pour toutes les prestations musicales et l'espèce de béatitude désarmante d'un public à qui suffit une bonne dose d'électricité.

Là, les puristes de l'anti-récupération y voient le signe d'un nouvel embrigadement de la jeunesse. Pourtant beaucoup seraient désarmés par l'ironie cinglante de n'importe quel amateur et de la dé-

contraction des foules de « freaks » qui courent de concert en concert.

Il ne s'agit pas de donner une valeur révolutionnaire à une musique où à une autre. Il suffit de faire confiance à une jeunesse qui de la fac au concert, de l'atelier au festival ne change pas beaucoup, et cherche tout simplement une occasion d'échapper à ses habitudes et à son train train quotidien.

La minorité de spécialistes est devenue une masse de connaisseurs pour qui payer 40 F. pour un concert et 35 F. pour un disque est habituel. (la suite page 7)

LIBAN

Alors que les négociations se poursuivent à Damas

TROIS ADMINISTRATIONS SE METTENT EN PLACE

Pour la troisième fois en deux jours, la délégation de l'OLP à Damas, conduite par Farouk Kaddoumi, a rencontré le ministre des Affaires Etrangères syrien Abdel Halim Khaddam. L'objet des discussions reste secret. Néanmoins le « Front du refus », regroupant les organisations palestiniennes s'opposant aux solutions impérialistes visant à la création d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza, dénonce par avance toutes les concessions qui pourraient être faites à la Syrie, tant que les troupes de Damas n'auront pas évacué le Liban.

Cette crainte d'un arrangement qui se ferait sur le dos de la Résistance et de la gauche libanaise est pleinement justifiée. Cependant la politique suivie pendant les seize mois de guerre civile par les organisations les plus à gauche ne leur permet pas de proposer une solution alternative à la capitulation partielle ou totale qui se prépare.

Car le bilan de ces affrontements sanglants, qui ont fait plus de trente mille morts, comporte bien peu d'éléments positifs. La vie quotidienne des habitants de Beyrouth, qui ont le plus souffert, est un véritable enfer.

Même s'il y avait des difficultés objectives à organiser une vie démocratique répondant aux aspirations de toute une population vivant dans la misère d'une exploitation indescriptible, difficultés dues essentiellement aux conditions de la guerre, la réalité du vécu quotidien constitue un bilan déplorable pour ceux qui se sont toujours affirmés comme militants d'organisations révolutionnaires.

Les « comités populaires » formés par les organisations et regroupant les notables locaux n'ont jamais représenté les habitants. Ils ont essentiellement été le canal d'organisation de la distribution de vivres où toutes les combines - les avantages par « piston » - ont pu se donner libre cours. Le non contrôle par la population a favorisé ce phénomène. Lorsque les troupes syriennes ont envahi le Liban, une part importante des habitants de la partie ouest de Beyrouth a de nouveau quitté ses quartiers. Seuls, les combattants et leur famille, ceux qui pouvaient bénéficier des approvisionnements qui possèdent les organisations sont restés. Car aujourd'hui s'engage dans un parti est un des rares emplois que l'on trouve dans la capitale. Seuls certains commerçants peuvent également poursuivre leur activité.

Plus qu'une vie organisée par la population avec l'aide des organisations armées, c'est la solidarité de palier ou d'immeuble qui permet de survivre. On fait la queue à tour de

rôle pour obtenir une ration d'eau ou d'autres produits de première nécessité. Tous les services publics essentiels ne fonctionnent plus. Les ordures ne sont pas ramassées, une odeur nauséabonde recouvre la ville. La solidarité s'exprime également au travers des informations que l'on se transmet. Beaucoup sont morts inutilement parce qu'ils ne savaient pas que les combats avaient repris à tel ou tel endroit. Les radios, tenues par les organisations ne donnent pas toujours les renseignements indispensables pour effectuer les déplacements.

La mise en place depuis jeudi d'une administration dans les zones contrôlées par la Résistance et la gauche libanaise ne résoudra aucun de ces problèmes. Car il ne s'agit en fait que de l'institutionnalisation d'une situation préexistante. La Syrie là où ses troupes stationnent, vient d'en faire autant, et la droite l'ayant déjà fait depuis un certain temps, ce sont maintenant trois administrations qui contrôlent les différentes parties du pays. Leur caractère est tout à fait semblable.

Ce constat explique la façon dont se déroulent les négociations, tractations en tout genre. Nulle part la population n'a à se prononcer. Partout ce sont les intérêts des organisations qui dominent. Ces intérêts peuvent tenir plus ou moins compte des habitants vivant dans

les zones concernées mais cela s'arrête là. Ainsi la direction de la Résistance et des partis de la gauche libanaise savent que leur force principale réside dans le soutien que leur apporte la population. Cela explique certaines positions avancées, mises en avant verbalement. Jomblatt ne dit-il pas que le socialisme sera la solution si la guerre se poursuit. Mais il ajoute, immédiatement, que cette perspective reste une menace pour le cas où la bourgeoisie chrétienne n'accepte pas d'être raisonnable en accordant certaines réformes somme

toutes mineures. Tous les discours des organisations dominant le camp progressiste ont cette double face : parler haut pour ne pas agir.

Aujourd'hui, alors que la survie est liée à l'appartenance à une organisation qui possède armes et vivres, cette politique ne peut être facilement combattue. Mais il est évident que lorsqu'un arrangement sera conclu une partie importante de ceux qui combattent à gauche seront démoralisés. Pour d'autres, ce sera le moment de demander des comptes.

R. Brestar

TRIBUNE Internationale

LIBEREZ KLAUS CROISSANT !

L'arrestation de Klaus Croissant qui venait de faire part au cours d'une conférence de presse de son intention de faire prochainement des révélations précises sur l'assassinat d'Ulrike Meinhof est un fait intolérable.

Déjà arrêté l'année dernière puis relâché après deux mois d'emprisonnement contre une caution de 80 000 DM, le gouvernement allemand lui avait retiré son passeport. Le mandat d'arrêt spécifiait que Klaus Croissant s'est rendu coupable de complicité à une association de malfaiteurs parce qu'au cours de conférences de presse en RFA et à l'étranger, il avait repris les thèses de ses clients en dénonçant les conditions de détention, et en les qualifiant de torture et de détention exterminatoire. Il s'agit d'un délit d'opinion. L'accusation fédérale a de nouveau arrêté M^o Croissant le 16/7. Le mandat d'arrêt a été remis en vigueur du fait des « révélations » d'un ancien membre de la RAF (Fraction Armée Rouge) qui a été soumis à un lavage de cerveau. Ces révélations n'apportent rien de nouveau au dossier. Croissant se serait rendu coupable d'avoir permis la communication entre ses clients isolés. Isolés à un tel point qu'ils ont pris des risques graves au cours de nombreuses grèves de la faim dirigés contre ces conditions de détention destiné à les exterminer. Ces « révélations » augmenteraient le danger de fuite. Or M^o Croissant, sur invitation du Parti socialiste français était à Paris le 17 juin dernier ; il avait une autorisation spéciale du Procureur pour quitter pendant 24 heures le territoire de la RFA, il est rentré bien sagement alors que les soi-disantes révélations de Müller étaient connues. Cette arrestation, déclarait Arnd Müller, un collaborateur de M^o Croissant, a pour but :

1) d'empêcher la constitution d'une commission internationale d'enquête sur la mort d'Ulrike Meinhof et la déposition d'une plainte pour meurtre.

2) de donner un peu de crédibilité au témoin Gérard Müller qui avait subi un lavage de cerveau.

3) d'empêcher le travail du « Comité international de défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest » par l'arrestation d'un de ses membres les plus actifs. Et par là, d'empêcher le travail de ce comité c'est-à-dire rassembler, analyser, échanger et publier des informations sur la lutte des membres de mouvement de libération anti-impérialiste.

Klaus Croissant a dénoncé à maintes reprises le système de la RFA comme un nouveau fascisme. L'Etat allemand, en voulant le faire taire, lui donne encore une fois raison. Exigeons sa libération immédiate, car arrêter un avocat, c'est perfectionner l'isolement meurtrier des prisonniers politiques.

Comité de soutien des prisonniers de la Fraction Armée Rouge

ARGENTINE

MEURTRES EN SERIE

- Toujours, aucune nouvelle des 19 uruguayens disparus.
- Trois militants « Montoneros » tués à Bahia
- Explosion à l'Ambassade d'Argentine à Rome.

Le petit-fils du sénateur uruguayen Zema Michelini, âgé de deux ans, a été retrouvé mercredi soir. Par contre on demeure sans nouvelle des 19 autres réfugiés uruguayens enlevés en même temps le 13 juillet (cf Rouge du 23 juillet). Jusqu'à présent les demandes de renseignements adressées à la police, le dépôt de recours en habeas corpus et même l'intervention du Haut Commissaire des Nations Unies n'ont rien donné.

Parmi ces uruguayens figurent essentiellement des militants politiques et syndicaux, notamment Margarita Michelini, fille du sénateur lui-même assassiné le 21 mai, Ines Quadros de Strauch fille d'un haut fonctionnaire et Léon Alberto Duarte Lujan, qui était membre de la Commission Nationale des Travailleurs. Egalement porté disparu un argentin, Victor Lubiansky dont l'épouse Marta a disparu elle aussi peu après, alors qu'elle revenait d'un com-

missariat où elle avait dénoncé l'agression perpétrée contre son mari.

Ces disparitions succèdent à celles des sénateurs Michelini et Ruiz Gutierrez, des époux Schroeder Whitelaw (dont les trois enfants avaient finalement été abandonnés par leurs ravisseurs dans un hôpital de Buenos Aires après une vigoureuse campagne internationale) « du journaliste uruguayen travaillant au journal économique « El Cronista » Enrique Rodriguez Larreta Martinez, de sa femme et son père également journaliste. Elles ont créé un profond malaise parmi tous les réfugiés latino-américains dans le même temps où des protestations internationales s'élèvent contre l'impunité dont bénéficient les groupes d'assassins à l'origine de ces actions. En effet ceux-ci circulent en armes à bord de voitures non immatriculées, dans une capitale en état de siège et bénéficient de l'évidente bienveillance des autorités militaires dont ils accomplissent les tâches que celles-ci hésitent à remplir officiellement.

Pendant ce temps une opération combinée de l'armée se déroule à Bahia Bianca, à 700 km au sud de Buenos Aires. Au cours de celle-ci, selon le 5^e corps d'armée, une imprimerie clandestine a été découverte. C'est pendant l'assaut donné à cette imprimerie que trois militants Montoneros auraient trouvé la mort, dont José Victor Esquivel. En Italie on relève la présence du ministre argentin de l'Economie Martin de Hoz et du président de la Banque Centrale Francisco Soldati. Une arrivée marquée par une forte explosion qui a endommagé l'ambassade argentine de Rome.

F. Tenaille

aux quatre coins du monde

MAROC

La chambre criminelle de Casablanca qui jugeait depuis deux semaines 42 inculpés dans le complot de mars 1973 contre la sécurité intérieure de l'Etat (voir Rouge n° 102) a acquitté 36 accusés. Les 6 autres ont été condamnés à 4 ans de détention, 3 ans et 1 an.

D'autre part, la chambre criminelle de Fes a condamné pour la même « affaire » trois inculpés à 30 ans de prison, deux à 25 ans, trois à 20 ans et cinq à 10 ans, vendredi matin. Vingt quatre autres inculpés ont été condamnés à des peines allant d'un à quatre ans de prison ferme.

SOMMET DES NON-ALIGNES : EXIT LE CHILI !

Condamné par tous les pays non-alignés et en conséquence n'ayant reçu aucune invitation, le

Chili ne participera pas à la prochaine conférence des pays non-alignés qui aura lieu le mois prochain à Colombo. Par contre, parmi les 84 pays attendus, on compte sept nouveaux Etats membres parmi lesquels l'Angola, le Mozambique, la Guinée Bissau, les Séchelles, la République socialiste du Vietnam et l'OLP. Le dernier sommet des non-alignés avait eu lieu en 1973 à Alger.

DJIBOUTI

Le couvre-feu appliqué depuis le 10 juillet de 24 h à 5 h (locales) vient d'être levé. Il avait été décrété après les affrontements qui avaient opposé partisans de feu Ali Aref et membres de la LPAI. Ces affrontements avaient fait 15 morts et plus de 60 blessés officiellement.

Pendant que les discussions sur la formation d'un « gouvernement d'union » se poursuivent, on apprend que, le 23 juillet, la Chambre des députés se réunira afin d'élire un nouveau conseil de gouvernement.

APPEL

Les soussignés demandent la libération immédiate de maître Klaus Croissant arrêté dans la nuit du 16 juillet 1976.

M^o Croissant venait d'annoncer des révélations prochaines sur les circonstances de la mort par « suicide » d'Ulrike Meinhof et avait appelé à la constitution d'une commission d'enquête internationale sur ce décès.

Nous appelons tous les démocrates à signer et diffuser cet appel ainsi qu'à participer à cette commission d'enquête.

Maîtres Jean-Jacques de Felice, Antoine Conte, William Zivié, Henri Leclerc, avocats au barreau de Paris, Hubert Koskas, Eduard Waldmann, Claire Etcherelli, Pierre Halbwachs, Jean Chesneaux, Michel Contat, Felix Guattari, François Maspéro, Christian Bourgois, Georges Roche (professeur à l'Université de Grenoble), Anne Roche (Professeur à l'Université de Marseille-Aix) Wolker Schloëndorff, Margarethe Von Trotta, Etienne Bloch (magistrat), Noëlle Châtelet, François Châtelet, Chevalier, Fenet, Fred Mohr, Gérard Soulié, Denis Langlois, A. Paul Lentini (substitut auprès du procureur du tribunal de Nuremberg), Claude Bourdet.
Bureau national du PSU, Troupe Z, Cinéma 14 juillet, LCR.

Cette campagne nécessite beaucoup d'argent. Adresser les dons et les signatures au Comité international de défense des prisonniers politiques en RFA C. 4 « Les temps modernes », 26 rue de Condé, Paris 6^e.

PORTUGAL : nouveau gouvernement SOARES FAIT LA PART BELLE A LA DROITE DU P.S.

Mario Soares fait la part belle à la droite du PS dans son « gouvernement de conciliation »

C'est hier soir que Mario Soares a présenté au président de la République portugaise, le général Ramalho Eanes, son gouvernement. Le Premier gouvernement non provisoire du Portugal depuis le 25 avril 1974 sera un gouvernement socialiste minoritaire. Jusqu'au dernier moment, Mario Soares a tenu à garder le secret sur les noms des socialistes et des « personnalités indépendantes » qui feront partie de son cabinet.

Mais c'est l'aile la plus droite du parti socialiste qui avec des hommes comme Manuel Alegre ou Sotomayor Candia qui aura la haute main sur les principaux portefeuilles ministériels. La « gauche » du parti socialiste n'aura que deux représentants Lopez Cardoso, au ministère de l'Agriculture et Manuel Curto au ministère du travail. Là le schéma n'est pas neuf : il s'agira pour ces deux hommes de faire avaler aux travailleurs des villes et des champs les pilules amères de la « pause » et de la « reconstruction nationale ».

Le procédé est classique. Comme l'est aussi l'appel à des militaires d'ordre pour les ministères clefs, c'est à dire la justice, l'Intérieur et bien sûr l'armée, où c'est l'ancien aide de camp (un autre) de Spínola, le colonel Firmino Miguel, qui va sans doute reprendre possession du poste. Il l'occupait déjà sous le premier gouvernement provisoire, quand c'était l'homme au monocle qui habitait au Palais de Belem, l'Elysée lisboète. Mario Soares a consacré toute la semaine qui vient de s'écouler à multiplier les contacts politiques pour obtenir un « consensus de non agression » contre son gouvernement minoritaire à l'Assemblée de la République. Les partis de droite, le PPD et le CDS s'en sont prudemment tenus à une attitude d'expectative en annonçant qu'ils ne pratiqueraient pas une politique d'obstruction systématique. Mais il est certain que la bourgeoisie portugaise est prête à saisir la moindre opportunité pour imposer la formation d'un gouvernement de grande ou de petite coalition.

Consulté, le PCP, a rappelé sans trop y insister ses positions en faveur de la constitution d'un gouvernement PS-PC. Plus surprenant

est l'appui que l'Union démocratique populaire (UDP maoïste), a donné à la mise en œuvre d'un gouvernement homogène du PS ; la seule condition posée étant que le cabinet dirigé par Mario Soares mène ce que l'unique député de l'UDP a appelé une « politique populaire ». Sur ce terrain pourtant, Mario Soares a laissé peu d'espoir : il a expliqué que son gouvernement serait le gouvernement de « la conciliation » (sic) : « il faut en finir avec le manichéisme social. La lutte des classes existe, mais elle peut revêtir des termes compatibles avec la coexistence et le respect de la volonté populaire ». Cette volonté de « conciliation » est allée si loin, que Mario Soares s'est cru obligé de démentir les déclarations intempestives du président de la Confédération de l'industrie portugaise (CIP-CNPF portugais), Vasco de Melo. Celui-ci affirmait avoir donné, au cours de ses entretiens de la semaine passée, un « vote de confiance » au futur Premier ministre. Mario Soares a rectifié et expliqué que son gouvernement n'accepterait que la « neutralité active » de la droite... Ce qui change tout évidemment.

Michel Rovère

ESPAGNE

DU RIFI AU CORTES

L'élection de deux nouveaux conseillers du royaume a donné lieu, hier, à une nouvelle passe d'armes entre les différentes tendances du post-franquisme.

Si les deux procuradores élus appartiennent aux tendances les plus conservatrices, c'est un véritable tollé qui a accueilli la déclaration liminaire de l'un des procuradores (député aux Cortes) « libéraux », proposant la suppression pure et simple du Conseil du Royaume. Onze procuradores avaient signé ce texte où ils déclaraient qu'« (...) étant donné le rôle et la composition du Conseil du Royaume, qui se situe complètement en marge de la vie politique espagnole, ils souhaitent sa disparition immédiate. »

Le Conseil joue un rôle clé dans le réseau des institutions franquistes, puisque c'est lui qui doit proposer au roi la « terna », cette fameuse liste de trois noms dans laquelle Juan Carlos doit trouver un Premier Ministre à son goût. Cette empoignade aux Cortes, et le résultat du vote ont relancé les querelles sur le choix que pourrait faire le gouvernement Suarez de gouverner par décret-loi afin de contourner des Cortes bloqués par le « bunker ».

Chronique de la vie à Madrid

Dans un cinéma de Madrid, on présente le film *Pascual Duarte*, qui a eu à Cannes le prix d'interprétation masculine.

La lumière de la salle s'éteint, la projection commence. Mais le générique est un peu flou. Rumeur de mécontentement dans l'assistance. Sans effet : le projectionniste, par ces chaleurs, a dû s'assoupir derrière son appareil.

Une voix, la plus hardie, éclate alors dans le noir : « Foco ! » (réglage !). Rien. Plusieurs reprennent « Foco » et commencent à le scander. Puis la voix collective s'enfle et s'étend au profit de l'obscurité, et enchaîne : « Foco ! Amnistia ! », « Foco ! Amnistia ! » (réglage et amnistie).

Jusqu'à ce que la direction fasse évacuer la salle.

A.G.

Le mouvement ouvrier espagnol en 1936

2/ L'ERUPTION DU VOLCAN

par F. Claudin

En effet, depuis 1930-31, la révolution avait parcouru un long chemin. Une polarisation extrême des forces sociales et politiques s'était produite ; les principaux noyaux de la bourgeoisie formaient bloc, de fait, avec l'aristocratie foncière, les castes militaires et ecclésiastiques, les groupes fascistes. Bloc hétérogène non seulement sa composition sociale, mais aussi par ses tendances politiques, mais avec un dénominateur commun : la crainte de la révolution en marche. Uni, malgré ses contradictions, par l'idée que, face à l'avance révolutionnaire, le seul moyen de sauver la Propriété, l'Ordre, la Famille, la Religion, la Patrie et autres « valeurs éternelles » était l'instauration d'un pouvoir fort, dictatorial. Et l'instinct de classe, sinon la froide perception de la situation objective, ne manquait pas à ces groupes sociaux, parce qu'en réalité le prolétariat industriel et rural, les masses de paysans pauvres, étaient passés sur des positions de classe radicalement révolutionnaires. Déçu jusqu'à la moelle par la République parlementaire du 14 avril et par ses politiciens libéraux, il ne comptait déjà plus que sur ses organisations de classe, et non plus sur les demi-teintes des « programmes minimum ».

Son programme minimum était la révolution sociale. Avec toute la confusion idéologique et politique possible, mais avec un but très clair : exproprier aussitôt que possible les capitalistes et les propriétaires fonciers.

Le pain, le travail, la terre

Si l'image traditionnelle du volcan a été utilisée souvent avec trop de subjectivisme pour caractériser les situations révolutionnaires, dans l'Espagne de février 36 elle procédait d'une rigoureuse objectivité. Et la victoire électorale à peine connue, le volcan commença à entrer en éruption, mettant aussitôt en évidence l'inconsistance de la « sous-étape » prévue par le plan stratégique de l'IC. Les partis rénu-

blicains qui constituent le gouvernement prouvent en effet immédiatement qu'ils n'ont rien appris. Leur politique ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de la période 31-33.

Ce qui avait changé, c'étaient les masses ouvrières et populaires qui, sans attendre les décisions gouvernementales libéraient les prisonniers politiques, déclenchaient une impressionnante série de grèves et de manifestations, exigeant du pain, du travail, la terre, l'écrasement du fascisme et la victoire totale de la révolution, répondant coup par coup aux provocations fascistes. Elles entreprennent l'occupation des terres et des entreprises fermées par leurs propriétaires.

Le triple pouvoir

Entre février et juillet se crée de fait un triple pouvoir. Le pouvoir légal, dont l'autorité et l'efficacité sont pratiquement nulles. Celui des travailleurs, de leurs partis et de leurs syndicats, qui se déploie au grand jour. Et celui de la contre-révolution qui, même s'il se manifeste par les discours agressifs de ses représentants parlementaires, par le sabotage économique et les actions des groupes de choc fascistes, agit surtout en secret dans les casernes de la légion où se prépare en secret et avec minutie le coup militaire.

Le dilemme réel qui vient à l'ordre du jour ne se situe pas entre l'instauration d'une dictature contre-révolutionnaire ou la consolidation de la République parlementaire démocratique-bourgeoise, mais entre dictature contre-révolutionnaire ou révolution prolétarienne (révolution populaire dirigée par le prolétariat), fût-ce pour la simple raison que la seule force capable d'empêcher la dictature contre-révolutionnaire n'avait pas la moindre intention de déléguer ensuite sa victoire à un type de République qui avait déjà suffisamment démontré son incapacité à impulser les grandes transformations sociales que réclamait la réalité du pays (c'était là la différence radicale entre la

situation espagnole et la situation pré-fasciste en Allemagne, où la majorité du prolétariat était déjà structurellement intégrée à la démocratie bourgeoise et où le prolétariat industriel ne comptait pas d'alliés aussi puissants que le prolétariat agricole et la paysannerie pauvre d'Espagne)...

La politique du PC

Dans la logique de sa ligne, précédemment évoquée, le PC proposait l'unité syndicale UGT-CNT, le renforcement de l'unité d'action avec le parti socialiste, prônant également l'unification des deux partis au sein d'un parti marxiste-léniniste unique. Ses propositions unitaires à tous les niveaux constituaient le point fort de sa politique, dans la mesure où elles

répondaient à une exigence de la situation objective de faire front unitairement à la menace fasciste, dont le PC percevait la gravité avec probablement plus de clarté que les autres formations politiques et syndicales. Mais en même temps, il assignait comme but à cette politique unitaire la défense et la consolidation du régime républicain parlementaire tel qu'il existait, et de faire pression sur le gouvernement pour qu'il applique le programme (programme qui, ainsi que nous l'avons dit, était très en retrait par rapport aux problèmes et aux exigences des masses) et pour qu'il prenne des mesures préventives contre la conspiration militaire.

Les divergences

En définissant sur cette base



Manifestation de républicains à Barcelone, à l'occasion d'une fête de la Révolution soviétique.

l'urgence de l'action unitaire, le PC rencontrait la compréhension de l'aile minoritaire réformiste du parti socialiste et la réticence, sinon l'opposition ouverte de la gauche caballeriste, et le refus absolu des anarcho-sindicalistes Caballeristes et anarcho-sindicalistes communistes sans aucun doute une grave erreur et prenaient une lourde responsabilité en ne mesurant pas l'ampleur de la menace fasciste et en ne prenant pas l'initiative d'une action résolue et concertée, par-delà toutes les divergences doctrinales et tactiques. Obnubilés comme ils l'étaient par leur opposition à la République bourgeoise, ils ne comprenaient pas que la conspiration militaire n'était pas tant dirigée contre eux que contre la révolution prolétarienne en marche. Pour sa part le PC, en ne mettant pas au premier plan cet aspect qui était le principal ne contribuait en rien à faire comprendre leur erreur aux caballeristes et anarcho-sindicalistes. Il obtenait même l'effet contraire. L'unité que les partis et les syndicats ne surent pas réaliser à temps pour tuer dans l'œuf le coup réactionnaire, se fit dans la riposte au soulèvement militaire, dans le combat, et dans cette action se révéla ouvertement le véritable caractère de la révolution en marche : le régime capitaliste et la propriété foncière cessèrent pratiquement d'exister dans la zone républicaine. Les moyens de production et le pouvoir politique passèrent de fait dans les mains des organisations ouvrières et paysannes. Ce qui se passa ensuite est une autre affaire, mais c'est un autre sujet. Disons seulement que les divergences un moment surmontées reprirent dessus, encore aggravées par l'influence des facteurs internationaux - politique des démocraties occidentales, politique de Staline - divisant gravement les forces populaires, surtout à partir de mars 1937, et constituant l'un des principaux facteurs de la défaite finale.

FIN

intertitres de la rédaction

METRO

PONIA CONDUIT : DIRECTION REPRESSION STATION EXPULSION

« Je ne suis ni xénophobe ni raciste, j'applique la loi » a déclaré Ponia en réponse aux nombreuses réactions qu'a soulevé sa décision d'expulser les immigrés coupables d'agression ou de vol dans le métro. Et de nous prétendre, pour justifier ces mesures, que « 70% des agressions et vols à la tire sont le fait d'étrangers ». Belle affirmation que voilà !!

On voit enfin l'aboutissement d'une manœuvre vieille de plusieurs mois et que nous avons déjà dénoncée. Sur ordre de la chancellerie et du ministère de l'intérieur, un tri est fait au petit parquet lors de la présentation des délinquants : les immigrés sont présentés devant les flagrants délits par priorité ; les français, et européens en général, sont, eux, envoyés vers les autres chambres correctionnelles et donc remis en liberté en attendant leur comparution plusieurs mois après. Les avantages d'une telle manœuvre sont évidents. D'abord, la condamnation à coup sûr des inculpés passant devant le tribunal des flags

qui est, on le sait, très expéditif. La possibilité ensuite de pouvoir expulser tous les étrangers condamnés. Et enfin l'avantage d'avoir des statistiques dans le genre de celle que nous sort Ponia aujourd'hui. D'ailleurs en flags, ce n'est pas 70% mais 80% d'immigrés qui sont condamnés.

PONIA PAS RACISTE !



Par contre des chiffres plus sérieux ont été fournis par les organisations d'immigrés qui montrent que la délinquance des étrangers est, toute proportion gardée, inférieure à la délinquance française.

A cet égard les résultats de la rafle-coup de poing jeudi soir sont éloquentes. Sur les dizaines de personnes « vérifiées », douze ont été retenues en garde à vue. Huit sont français et quatre étrangers.

Le premier résultat de cette déclaration, a, en tout cas, été de conforter les agents de police, tenants d'un ordre racial dur, dans leurs positions. Les vexations et les sous-entendus racistes pleuvent lors des vérifications de police dans le métro.

A ce sujet, la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) déclare que « la confusion des pouvoirs apparaît dans les déclarations du ministère de l'intérieur. Les seules mesures qu'il dévoile concerne les étrangers, ce qui tend à faire croire que toutes les agressions sont le fait des travailleurs immigrés ».

J.G. du CAP

LA VIOLENCE NE CONNAIT PLUS DE BORNES

La rumeur qui s'enflait avait fait ses choux gras de l'arrestation, mardi dernier, de huit « jeunes » à la station de métro « chambre des députés ». Huit d'un coup, interpellés pour « agression », fallait-il que le mal soit profond pour qu'on les ramasse maintenant par paquets de huit.

Et puis on a appris que, déferés devant le parquet, ces huit dangereux personnages seraient jugés pour infraction à la police du métro : ils voyageaient en première classe sans billet valable. Pour un tel acte de violence, le parquet nous apparaît bien laxiste.

Hier, à Toulouse, dans l'affaire Birague-Trouvé

LES ASSASSINS ONT ETE CONFRONTES AVEC LEUR PATRON

Alors que le silence peu à peu se fait sur l'affaire René Trouvé, ce journaliste du « Meilleur » et de « Minute » abattu le 19 février dernier à Toulouse, on apprend que la veuve et la fille de la victime se sont constituées partie civile. Il est pourtant difficile d'évacuer le fond politique de ce meurtre, comme en témoigne encore la lettre que Christian Portay, l'un des assassins, a adressé à Poniatowski et qu'a publiée hier « la Dépêche du Midi ».

Dans cette lettre, qui est une lettre d'aveux, Christian Portay accuse formellement le docteur Birague d'avoir commandité le crime, en insistant particulièrement, dans l'énumération des titres de Birague, sur son appartenance gaulliste. Portay

déclare également que Birague lui aurait dit être « virtuellement président du comité de soutien à Jacques Chirac pour les prochaines élections présidentielles ». Portay termine sa lettre en déclarant avoir agi « par devoir et par conviction politique »,

Le paon et le poulet BIRAGUE VOUS AVEZ DIT BIRAGUE ?

Toulouse, de notre correspondant.

Toulouse vient de connaître la brusque métamorphose d'un de ses notables. Quand au détour d'une réunion politico-mondaine on dit : « Birague, vous connaissez ? », invariablement la réponse est toujours : « Birague ? Vous avez dit Birague ? Un faquin... » !

Un fait est acquis, le consul est désormais laché, largué, abandonné aux objets perdus, au mont de pitié du pouvoir. La presse s'acharne à le dépeindre comme un mythomane, un fantôme, sorte de rimmel qui coule à la première larme. Le paon n'est plus aujourd'hui qu'un vulgaire poulet nourri aux hormones de l'ambition.

Et pourtant, en 1969, Birague est bien président du comité de soutien à Georges Pompidou. Et pourtant en 1973 il soutient toujours Sanguinetti. Des photos réunissant ces hommes sur les podiums de l'éloquence et de la

rhétorique attestent de cette compromettante réalité. Alors ?

Alors Birague est effectivement une grosse prise et la manœuvre consiste à le « débiliter » volontairement pour atténuer les éventuelles retombées. L'erreur d'un solitaire, maniaque de l'intrigue ne devant alors rien salir tout un système. Seconde hypothèse : le docteur n'est effectivement qu'une « éminence grise » tirant les ficelles de ses propres illusions et de ses phantasmes dans un univers fin de race fellinien. Pourquoi pas ? Mais la circonstance est alors aggravante pour le pouvoir, lui qui par l'entremise de son président de la République et d'un vieux baron gaulliste choisira un tel ectoplasme, à la limite du monde interlope, pour le représenter dans une ville d'un demi million d'habitants. Cela serait alors significatif.

Si de deux maux on choisit toujours le moindre, dans le cas précis le choix sera difficile.

J.P

et avoir obéi aux ordres de Birague car ce dernier était « la personne représentant à Toulouse l'essence de la V^e République et de l'UDR ».

Cette insistance à désigner aussi fortement une cible, sans avoir l'air d'y toucher, sent, c'est le moins qu'on puisse dire, la manipulation.

D'autre part, l'hebdomadaire *Le Meilleur* a publié hier un article de René Trouvé, présenté comme la cause de sa mort par les « révélations » qu'il contiendrait. Ecrit dans un style vulgaire, parsemé de sous-entendus graveleux, l'article conte par le menu les relations politiques et mondaines du docteur Birague. Si de telles « révélations » suffisaient à descendre un journaliste, les cadavres joncheraient les rues.

Les raisons de la mort de René Trouvé semblent en effet plus complexes. Dans une lettre envoyée à son directeur quelques jours avant sa mort, le journaliste écrivait : « Je suis touché pour la première fois ; pour la première fois je deviens vulnérable et c'est à qui reviendra l'honneur de m'abattre. » Faisait-il là allusion à sa copie ou à autre chose ? On voit mal en tout cas des truands descendre un journaliste pour des révélations qu'il a déjà faites (ce qui était le cas avec le précédent article de Trouvé publié avant sa mort), alors que cette publication aurait justement permis de faire le lien avec d'éventuels assassins.

Un complot étranger à Nice

Jours après jours, de nouvelles informations viennent confirmer la remarquable conscience professionnelle dont ont fait preuve les malfaiteurs de Nice en vidant de leur contenu près de quatre cents coffres d'une succursale de la Société Générale à Nice le 19 juillet.

Tant de minutie dans le détail, tant d'humour dans l'exécution (les malfaiteurs ont laissé dans un des coffres dévalisés une profession de foi non-violente) ont soulevé parmi les policiers qui mènent l'enquête un net sentiment d'admiration.

C'est bien ce qui doit inquiéter Ponia qui tente d'insuffler aux Français un « tonique » réflexe de rejet et de lynchage devant la délinquance. Mais cette fois, peine perdue, les voleurs ont mis de leur côté, outre les six milliards de butin, plusieurs dizaines de milliers de rieurs.

Heureusement, certains n'ont pas perdu le sens des valeurs et, les voleurs ne faisant plus recette, ils agitent le spectre de l'étranger qui aurait tout managé. Le cerveau (gauchiste ?) en serait, ainsi que son organisation subversive où auraient été sélectionnées les « taupes » de Nice. La palme dans le genre revient, une fois encore, au « Parisien Libéré » qui trouve le moyen de donner le grand frisson à ses lecteurs (une bande « cosmopolite » aurait fait le coup), tout en leur avouant son profond mépris (les français ne sont pas assez intelligents pour faire un coup pareil, dit, en substance, le journal du Parisien). Et la poste de Strasbourg, qui l'a dévalisée celle-là, Vive la France, nom de Dieu !

G.M.

SECHERESSE : les chambres d'agriculture proposent un plan de sauvetage

LE MYTHE DE L'UNITE PAYSANNE

Devant l'inertie du gouvernement et le silence de la FNSEA, l'initiative est revenue à l'APCA, cette sage Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, dominée par la FNSEA et défendant les intérêts corporatistes de la paysannerie, mais où les rapports de force sont un peu modifiés par la présence minoritaire d'élus du MODEF. Initiative qu'on a voulue spectaculaire, susceptible de redorer le blason du syndicalisme officiel, et de ressouder derrière lui « l'unité » de la paysannerie.

Aussi le MODEF n'était-il pas convoqué à cette réunion. C'est le même procédé qui a motivé dans les Côtes-du-Nord par exemple, l'exclusion du « Comité sécheresse » des Paysans-travailleurs et du MODEF par un syndicalisme traditionnel dont l'influence repose sur sa capacité à être un syndicalisme de « services », et à en avoir le monopole.

Un « plan de sauvetage » a donc été mis au point par les Chambres d'Agriculture. Il comprend :

1) des mesures immédiates de soutien pour maintenir le « potentiel agricole » (approvisionnement en aliments pour le bétail, intervention sur les cours de la viande, stocks de sécurité, etc.) ;

2) le maintien du « revenu paysan » global et de nouvelles facilités de crédit.

Malgré les déclarations d'intentions et l'exigence d'une aide spéciale aux « revenus insuffisants » (ceux qui ne sont pas imposables), il semble bien que le vague de ces « revendications » laisse la porte ouverte au maintien et à l'accroissement des inégalités par suite de la sé-

cheresse (le crédit par exemple, en agriculture plus qu'ailleurs encore, a des effets bien différents suivant la fortune acquise).

L'APCA a donc fait preuve de beaucoup de modération, au point que le commentateur d'Ouest-France voit dans ce plan de sauvetage « la trame essentielle du dispositif global » du futur plan gouvernemental (page agricole du 21 juillet)... C'est en effet très probable, d'autant que par avance les Chambres d'Agriculture justifient le retard des mesures et estiment au plus bas la note à payer pour compenser les pertes : « de 3 à 10 milliards de francs », ce qui laisse une bonne marge !

Le CNJA, branche jeune du syndicalisme officiel, adopte cependant

un ton plus vif. Il souhaite des aides plus importantes, la prise en charge des annuités de crédit pour 1975 jusqu'à un certain plafond, des allègements fiscaux, une aide au financement de l'aliment du bétail, ainsi qu'un soutien au revenu. Il s'élève contre la nouvelle augmentation des aliments du bétail (8,75 %) qui condamne les éleveurs.

Un autre syndicalisme

La crise provoquée par la sécheresse peut être une arme contre les petits et moyens paysans en vue de la restructuration capitaliste. Cela, les paysans-travailleurs, puis le Monatar ont été les seuls à l'exprimer, à réclamer des mesures immédiates qui ne profitent pas à ceux qui n'en ont pas besoin. Le MODEF est resté plus discret à ce sujet, se bornant à dénoncer le comportement « anti-paysan » du gouvernement et à réclamer des mesures d'urgence.

Pour obtenir ces revendications légitimes d'un gouvernement intransigeant, il faudra autre chose que les incantations polies du syndicalisme officiel, il faudra une mobilisation des petits et moyens paysans. Des propositions communes des organisations qui ont rompu avec la pratique de collaboration de la FNSEA

sont une des conditions essentielles qui pourraient favoriser une telle riposte.

La crise peut être aussi un bon moyen pour enrichir certains profiteurs chez les intermédiaires et y compris dans les couches supérieures de la paysannerie au dépens des petits paysans. La seule garantie pour eux est d'organiser leur contrôle sous forme de commissions de villages susceptibles de vérifier les stocks de fourrages disponibles, éviter les spéculations sur les aliments du bétail et même contrôler la répartition des aides de l'Etat. Comme à Couéron, où une quarantaine d'agriculteurs ont récupéré le foin d'un accapareur et l'ont distribué collectivement selon les besoins.

La sécheresse semble s'éloigner ; pour les paysans, pour ceux qui ne vivent que de leur travail, la bataille ne fait que commencer.

S.Lopez ; F. Pillet

FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
CNJA : Centre National des Jeunes Agriculteurs

MODEF : Mouvement de Défense de l'Exploitation Familiale dans lequel le PC est influent.

MONATAR : Mouvement national des travailleurs agricoles et ruraux.

GRIFFET



L'intersyndicale, pendant la conférence de presse

L'USINE REMISE EN ROUTE ?

● *C'est possible, mais la seule garantie reste la mobilisation*

C'est possible mais la seule garantie reste la mobilisation. Mercredi 21 juillet, une conférence de presse de l'intersyndicale Griffet a eu lieu, qui venait après les « incidents » de la semaine passée (fonctionnaires retenus, descente de police). On y a fait le point sur l'état de la lutte et précisé les possibilités de réouverture de l'entreprise.

Le candidat à la reprise, c'est M. Genoyer, qui se présente comme un patron « social », se prévaut du soutien du ministère de l'industrie et envisage une participation des travailleurs de Griffet au capital de la future société.

La réponse de l'Intersyndicale a été très claire : « une participation au capital par actions est une source d'inégalités éventuelles entre les travailleurs ».

Et puis, aucune des questions posées pour le redémarrage de l'entreprise n'est pas réglée. En ce qui concerne le rythme de réembauche par exemple. Genoyer prévoit de repartir avec 50 travailleurs pour arriver à 125 au bout d'un an (soit l'en-

semble des grévistes). Mais comment se fera la soudure ? (l'intersyndicale demande l'organisation de stages de formation dans l'usine en attendant). A quel niveau de qualification seront repris les « Griffet » ? Tout cela personne ne le sait et trop de bonnes paroles non suivies d'effet ont été dispensées pour que ces derniers fassent confiance aux pouvoirs publics.

En fait, c'est la mobilisation des travailleurs qui sera déterminante et le contrôle qu'ils pourront mettre en place pour s'assurer du plein emploi de tous pendant le redémarrage sera une des seules garanties sur lesquelles ils pourront compter.

Correspondant Marseille

Hier matin : nouvelle intimidation policière contre les « Griffet ».

Une nouvelle intimidation policière se déroule contre ceux de Griffet : hier matin les responsables de l'intersyndicale étaient convoqués au Commissariat Central de Marseille. Officiellement, la police voulait les entendre à propos de la séquestration de deux fonctionnaires, lundi dernier : mais ne s'agit il pas là d'une pression au moment où l'on parle de plus en plus d'une possible reprise de l'entreprise ? Plus que jamais la solidarité autour de ceux de Griffet s'impose.

Après la circulaire Chirac LA FEN PROTESTE

La presse a rendu publique une circulaire du Premier ministre, datée du 3 juin 1976, relative à l'exercice du droit de grève dans les services de l'administration. La FEN proteste contre la méthode utilisée pour rappeler la législation en matière de grève, méthode qui éclaire de façon douteuse les intentions du gouvernement.

Elle s'élève d'autre part contre le transfert que le texte du Premier ministre met en évidence, en faisant porter aux travailleurs de l'Etat la responsabilité de la dégradation du service public, alors que chacun voit bien qu'aux insuffisances budgétaires s'ajoute une volonté de plus en plus flagrante du gouvernement d'y porter lui-même atteinte.

La FEN, qui avait été reçue le 5 juillet 1976, avait fermement

attiré l'attention du Premier ministre sur les abus d'autorité qui visaient, dans certains secteurs de la Fonction Publique, à restreindre le droit de grève, droit essentiel de tout travailleur.

La FEN avait précisé qu'elle s'opposerait aux tentatives de cette nature. Sa position est donc claire, face aux menaces contenues dans la circulaire dite « confidentielle » du 3 juin 1976 : la grève repose fondamentalement sur un rapport de force que, dans son domaine de syndicalisation, la FEN sait pouvoir établir chaque fois que la nécessité s'en fait ou s'en fera sentir. Elle utilisera donc cette forme d'action aussi sereinement, mais avec autant de détermination, que par le passé. Quelles que soient les tentatives faites pour en limiter l'exercice. Paris, le 22 juillet 1976.

SUD ACIER Toulon

« Décidés à défendre l'emploi »

L'acierie de Toulon - La - Garde est occupée depuis mercredi, jour de l'annonce du licenciement de l'ensemble du personnel pour « raisons économiques ».

De 64 à 482

Malgré les déclarations ddes personnalités de tout poil, affirmant que « tout allait s'arranger », les travailleurs étaient de plus en plus persuadés qu'ils allaient faire les frais de la situation. Le syndic Luneau devait déposer son dossier devant le tribunal de commerce en ce début de semaine. Mardi après - midi les travailleurs se présentent devant les bureaux de la direction et demandent à avoir connaissance de ce dossier.

Refus du directeur administratif : « Vous me passerez plutôt sur le corps ». Refus du syndic : « Il n'y aura pas de licenciements ». L'occupation et la fouille des bureaux permettent de dévoiler le pot aux roses. Dans le dossier, soixante - quatre licenciements sont prévus et on trouve des précisions intéressantes sur les salaires.

Tel responsable de la boîte, jamais présent dans l'entreprise, empoche allégrement ses 15 millions de francs en six mois. Et l'épluchage de ce dossier par les travailleurs permettra sûrement de mettre à jour toute une série de scandales.

Les petites manœuvres

Mercredi matin, le tribunal de commerce rend son verdict : arrêt de l'exploitation, ce qui ne signifie pas forcément liquidation mais peut - être arrêt provisoire. Mercredi soir à 17 heures, coup de théâtre : le syndic annonce le licenciement de la totalité du personnel. Licenciement effectif à partir du samedi matin.

Jeudi après - midi à 13 heures, l'assemblée générale du personnel, à une large majorité, vote l'occupation de l'entreprise, effective à partir de ce vendredi matin et décide de maintenir la manifestation prévue jusqu'à la préfecture de Toulon. Pendant une demi - heure, les travailleurs bloquent le boulevard de Strasbourg, aux cris de « Sud - Acier vivra ». Pour apprendre que le préfet, si soucieux de leur situation, est absent et visite les caves de vin du Haut - Var.

Sur le passage, Arreckx, maire de Toulon, est contraint de recevoir une délégation pendant que le reste des travailleurs scande dans la rue : « Arreckx, l'arbin de Giscard d'Estaing ». Retour à l'usine où rendez - vous est pris pour vendredi matin, l'équipe de nuit restant normalement.

Une lutte dans l'unité et la démocratie

Dès le départ de la lutte, la nécessité d'opposer un front uni des travailleurs a été ressenti avec d'autant plus d'acuité qu'il existe quatre syndicats sur l'entreprise, CGT, CGC, plus FO et CFTC, très liés à la direction et à l'UDR. Cette volonté unitaire s'est traduite fin juin par la constitution d'un « comité de défense », de fait une intersyndicale, sur les trois points suivants : pas de liquidation, pas un seul licenciement, maintien des avantages acquis.

Mais, très rapidement, FO et la CFTC montrent leur véritable nature en essayant par tous les moyens de freiner la lutte multipliant les déclarations rassurantes sur l'avenir, du genre : « Nous avons vu Simon - Loriaire qui, etc. ». Ils refusent de participer aux actions de popularisation. Dès lors cette intersyndicale avait vécu. La section CGT, par tracts, appelle à la constitution d'un comité de défense élu par les travailleurs au cours d'assemblées générales par poste.

Réuni pour la première fois le vendredi 16 juillet, il se présente comme suit dans son bulletin « Sud acier unité » : « Ce comité est composé de 33 personnes élues en assemblée générale par poste de travail. Il regroupe des non - syndiqués, des militants CGT ainsi que des adhérents de FO et de la CFTC. Si un membre du comité veut se faire remplacer, la décision revient aux salariés du poste concerné qui éliront au cours d'une réunion, un nouveau membre. Les élections par poste de travail ont permis d'élire des salariés aux idées différentes, mais tous décidés à défendre fermement l'emploi et les avantages acquis. Le comité élu a permis de recréer l'unité ouvrière en vue de l'action qui s'avère nécessaire. Les réunions du comité sont ouvertes à tous ».

Ce comité de défense apparaît aux travailleurs comme l'instrument nécessaire de leur lutte. Nul doute que, par l'occupation, il verra son importance confirmée.

Une leçon de choses

Dans cette entreprise où aucune grande lutte n'avait eu lieu, cette liquidation constitue une véritable leçon de choses pour les travailleurs, un dévoilement pour les pratiques du patronat et du gouvernement. Les travailleurs savent aujourd'hui qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces et sur la solidarité de la classe ouvrière pour les faire céder.

Correspondant

en lutte

■ Dans le cadre de la journée d'action que les Unions régionales CGT et CFDT de la construction (REGION PARISIENNE) organisaient mercredi dernier, un cortège de plusieurs dizaines de véhicules s'est rendu au siège de la fédération patronale du Bâtiment. Là, une délégation syndicale a été reçue.

■ L'occupation policière continue à la ferme de Cheix-en-Retz. Après le meeting du 14 juillet, la mobilisation continue. Les manifestants organisent des gardes de nuit à Cheix, autour de la ferme. Chacun peut venir y participer. Pour y aller : route Nantes - Paimboeuf, carrefour le Pellerin - Le pont bérangeur
Correspondant

■ Lansalot-en Béarn. Intervention patronale contre les piquets de grève.

Lansalot, c'est quatre entreprises qui fabriquent des meubles de luxe ; ceux de l'usine d'Oloron étaient en grève avec piquets pour leurs salaires. Le patron a organisé un commando d'une centaine de personnes (malheureusement recrutées parmi les ouvriers de Navarreux et de Salies de Béarn) qui a bousculé les piquets, récupéré les stocks et emporté les outils. Cette intervention a fait scandale dans le pays. Hier soir, les grévistes de Lansalot devaient participer au gala de ceux de la CDF ; par ailleurs à Orthez, les 190 travailleurs du « Bois Béarnais » sont menacés de chômage. Plus que jamais, une lutte d'ensemble pour la défense de l'emploi s'impose dans le Béarn.
Correspondant

■ Chèques postaux de Lyon : réduction du temps de travail par le samedi libre.

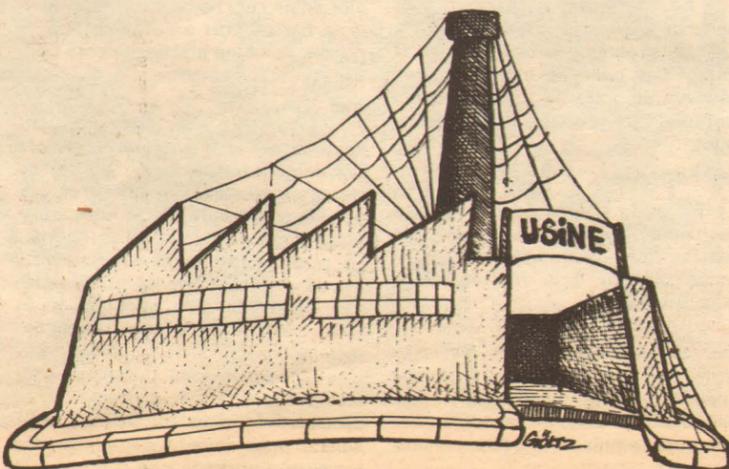
Le personnel (30%) est actuellement en grève tous les samedis depuis le 5 juin à l'appel de la CFDT. Le samedi libre permettrait la création de postes supplémentaires face à la politique de l'administration de rentabilisation (mise en électronique entraînant la suppression de 2000 emplois)
Correspondant PTT Lyon

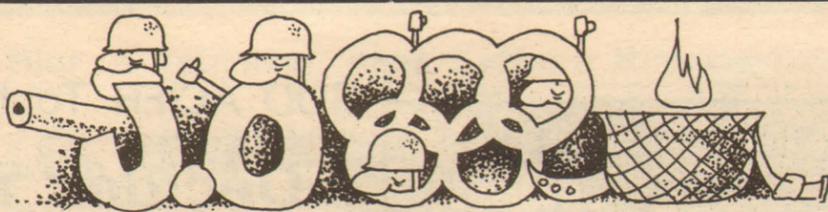
■ la Justice au service de qui : le tribunal de grande instance de Châteauroux ordonne l'évacuation de l'usine SICMA d'Issoudun.

L'usine SICMA, fabriquant des sièges d'avions et des skis nautiques et employant 250 salariés, était occupée depuis le 19 juillet par son personnel pour appuyer des revendications salariales.
AFP

■ Manifestation des employés du Groupe Schlumpf (Haut-Rhin)

Plus de 800 employés du groupe Schlumpf (textile) ont manifesté, jeudi, à Malmspach. Les manifestants ont ainsi voulu marquer leur détermination de défendre leur emploi alors que les usines de Malmspach, de Mulhouse et d'Erstein du Groupe ont été placées sous administration judiciaire. Une manifestation identique devait avoir lieu vendredi devant l'usine d'Erstein.
AFP





Après la révélation de la gymnaste Nadia Comaneci

LA PAILLE ET LA POUTRE

« Nadia, la reine des Jeux, médaille d'or » (Montréal matin) « Divine Nadia » (le journal de Montréal); « Un spectacle inoubliable » (Le jour de Montréal)...

Cette année encore, les Jeux, conformément à la tradition, auront leurs rêves; mais, nouveauté, celle qu'on

a baptisée « déesse gymnaste », le prodige de la XX¹⁰ Olympiade » (le journal de Montréal) a réalisé « un exploit encore jamais vu dans le monde de la gymnastique » : par sept fois, elle a été parfaite. Perfection, prouvée par ces fameux « dix sur dix » qui rappellent la

perfection tatillonne d'une dictée sans faute. Bien sûr, le public applaudit à la fin de l'exercice, mais, pour exulter et consacrer sa reine, il attend le verdict. Ce verdict impossible est fourni par les juges.

Ce sont eux les vrais, les seuls maîtres de la perfection. Derrière les cabrioles et les valse, les tours avant et arrière que les spectateurs admirent, il y a une discipline extrêmement codifiée, réglementée: la gymnastique sportive. L'œil du juge est là pour ramener les choses à leur véritable dimension. Amplitude du saut, élévation du centre de gravité, difficulté de l'exercice codée dans trois catégories hiérarchisées.

L'escalade des prouesses

Ce qui compte, c'est la prouesse technique, le double saut périlleux, la double vrille, le jamais-vu, l'inédit dans les enchaînements. Il en découle une escalade de prouesses techniques qui augmente toujours les risques pour les concurrentes: Olga Korbut (URSS) a terminé ses épreuves avec une cheville blessée soignée à la cortisone. Le gymnaste japonais Fujimoto et le cubain Richards se sont fracturé une jambe pendant les Jeux. Quand la gymnaste soviétique Kim monte sur le podium, la speakerine ne peut s'empêcher de laisser entrevoir une partie des coulisses: « la victoire d'aujourd'hui lui aura fait oublier toutes ses chutes. »

le risque

Et le public vibre d'autant plus

que le risque est grand. L'attrait du spectacle est aussi fonction des heures de travail qu'il a coûté. La performance est là, enfin mesurable. Tout a été étudié soigneusement lors de multiples entraînements visionnés au magnétoscope, arrêtés instant après instant et répétés des dizaines et des dizaines de fois. Jusqu'à ce que le (ou la) gymnaste réagisse comme une véritable mécanique. Pas de perfection sans dressage parfait. La gymnastique prétend à une certaine esthétique: on la compare souvent à une forme d'expression esthétique plus ou moins proche de la danse.

une mécanique

Depuis quelques années, les enchaînements au sol sont dotés d'un thème: souvent il s'agit de « l'interprétation » d'un animal, une chasse, un chevreuil. Deux ou trois gestes sensés représenter l'animal en question sont insérés au milieu des sauts périlleux et autres acrobaties; c'est une caricature de danse expressive. Les critères de valeur des deux activités sont différents; ce qui fait de la danse un art, ce n'est pas le support musical, ni les prouesses physiques, mais une forme d'expression qui nous touche, des gestes qui ont une signification. La gymnastique ne s'intéresse qu'à la mécanique du corps et à une beauté formelle.

Lu dans le journal du village olympique sous le titre « Lettre à une concurrente »

« Quand tu te ballades dans le village, tu te fais accoster et siffler par une foule d'admirateurs. A la discothèque, des dragueurs de tous les pays t'entourent avec empressement. Tu te sens femme, belle, épanouie... Une évidence. Eh bien non! Ça ne te suffit pas, vois-tu, pour participer aux épreuves olympiques féminines. » Il faut en effet une carte de « féminité » après avoir passé des tests « Cette carte est permanente. Conservez-la précieusement dans ton sac de cosmétique. Grâce à elle, tu pourras continuer à faire des conquêtes au village et ailleurs, avec une sérénité accrue... »

Une petite fille modèle...

La gymnastique est une des rares spécialités sportives où les femmes sont à l'honneur. Ce n'est pas un sport qui pratique l'imitation des disciplines masculines comme en natation ou en athlétisme où le sexe dit faible est toujours en deca des performances masculines. Enfin un sport qui permet aux femmes de s'affirmer, d'être des vedettes, sans passer par l'étalon homme. Oui mais...

Nadia Comaneci, c'est une femme poupée fragile malgré ses prouesses. Elle reste une petite fille modèle, avec son ours en peluche tendrement enlacé dans

ses bras: Un modèle pour toutes les adolescentes qui chercheront à imiter leur idole par la coiffure, le petit nœud dans les cheveux, mais aussi peut-être jusque dans l'ascétisme que représente la vie d'une adolescente de 15 ans qui fait trois ou quatre heures par jour de gymnase. La championne olympique a réussi. Elle en tirera promotions sociales et gloire qui restent inaccessibles à l'ensemble des femmes. Notons enfin que les entraîneurs se félicitent de l'acharnement, l'abnégation et la malléabilité plus grande chez les jeunes filles qui permettent une préparation plus rentable...

La semaine de l'Ecole Emancipée

LES PERSPECTIVES DE LA RENTREE

Ce fut une « semaine de l'Ecole Emancipée » pas tout à fait comme les autres. Dix jours de réflexion non stop: sur la situation politique générale, la préparation de la rentrée, mais aussi les problèmes des femmes, l'armée, le nucléaire, la croissance, l'homosexualité... (deux des commissions les plus suivies ont été celles portant sur les rapports hommes-femmes, militantisme et vie quotidienne). De plus, pendant plusieurs jours, se sont tenues des commissions sur l'institution scolaire et la pédagogie (inspection, rôle idéologique du savoir...).

Parallèlement, et pour la première fois, deux stages de formation syndicale et politique ont été organisés.

Un des débats les plus animés a été celui sur la désignation d'une nouvelle équipe responsable pour les deux années à venir. Deux conceptions s'affrontaient autour des candidatures des groupes départementaux vendéen et parisien. La dimension politique du débat est claire: les camarades soutenant l'équipe vendéenne ont tendance à sous-estimer l'importance des luttes politiques et syndicales centrales pour privilégier les luttes locales et exemplaires, et cela sans poser suffisamment le problème du rôle que peut jouer l'Ecole Emancipée dans la centralisation de ces luttes. L'équipe de la région parisienne insiste sur le rôle d'une équipe responsable animant le débat en per-

manence, ayant la possibilité, lorsque la situation l'exige, de convoquer des collèges extraordinaires (réunion nationale de tous les représentants des groupes départementaux).

La rentrée

un autre grand débat de la « semaine » a été la définition des tâches des révolutionnaires dans l'enseignement à la rentrée. Trois axes prioritaires:

1) La lutte contre l'auxiliarat et pour le réemploi de tous les non-titulaires sans abandonner la revendication centrale de titularisation immédiate de tous les auxiliaires, instituteurs remplaçants et suppléants éventuels...

Là où la mobilisation le permet, il a été décidé de participer à des comités de non-titulaires (ou même de les créer) en liaison avec les comités de chômeurs. Ils auront pour rôle d'inciter l'ensemble des travailleurs de l'Education Nationale, notamment à travers leurs organisations syndicales, à prendre réellement en charge la lutte pour l'emploi. Mais ceci ne doit pas être privilégié par rapport à l'organisation de grèves dans les établissements contre les licenciements.

2) La lutte pour l'abaissement des effectifs et la création de postes supplémentaires tant pour les classes maternelles et primaires que pour le secondaire. Cette lutte a une triple dimension: contre le chômage, pour de meilleures conditions de travail des enseignants et des élèves, donc contre la sélection à l'école. Comme les années précédentes, les militants de l'Ecole Emancipée, à travers les différents syndicats de la FEN et en liaison avec certaines sections du SGEN CFDT auront pour objectif d'impulser des « grèves d'effectifs » en cherchant le

soutien des Unions Locales CGT et CFDT.

Lier les enseignants à la lutte des lycéens

3) La lutte contre les réformes capitalistes de l'enseignement doit être accentuée. Le nouveau baccalauréat, prévu en deux parties et ne prévoyant plus l'accès automatique à l'université, va sans doute provoquer une mobilisation des lycéens.

Les militants de l'Ecole Emancipée se sont fixés comme tâche de travailler à la liaison des enseignants et de leurs organisations avec les structures de lutte que se donneront les lycéens. Dans l'enseignement primaire, nous refusons le renforcement de l'autorité des directeurs d'école. Dans le secondaire, la réforme prévoit que les chefs d'établissement auront notamment le droit de « lock-out » le personnel et les élèves, d'interdire toute activité politique des enseignants sur leur lieu de travail, ce que nous combattons.

Correspondant

L'enterrement de Gilles Olivier

AVEC LES JEUNES DE SAINT DENIS

« Mort par ricochet? », « halte à la campagne anti-jeunes », « à notre camarade Gilles Olivier que nous regrettons »...

Des couronnes peu banales pour un enterrement hors du commun, c'était vendredi soir le cortège qui accompagnait dans Saint-Denis Gilles Olivier, le jeune de 17 ans tué il y a 10 jours par les policiers lors d'une poursuite.

Plus de deux mille personnes, des jeunes venus de toutes les cités de Saint Denis, tous les jeunes de la Cité de transit du Vert Galant et de celle des Joncherolles - les deux ghettos ouvriers de Saint Denis -, derrière une banderole rouge unique: « Gilles lachement assassiné par la police »...

Pendant la semaine, les jeunes du Vert Galant ont distribué plusieurs milliers de tracts dans les cités et sur les marchés affirmant la volonté des habitants de la cité de dévoiler la vérité sur l'affaire et dénonçant les provocations policières. Comme prévu la jeunesse de Saint Denis s'est ensuite retrouvée une dernière fois avec Gilles Olivier, enterrement, mais aussi manifestation de vie, de colère.

Gilles Olivier était de cette jeunesse au crématore avec laquelle nous luttons...

Opération Riviera 76 au Castellet

UN NOUVEAU WOODSTOCK ?

Michael Lang, l'organisateur de la plus grande utopie des Etats-Unis, le rocker décontracté qui dérape sur sa moto dans le film de *Woodstock*, s'emmerdait.

L'idée de débarquer en France et de piquer une nouvelle crise de délirium-organisateur-de-foire-à-musique le fait passer un accord avec la société Paul Ricard et distributeur des actions à valoir sur le festival. Le financement assuré, les trente groupes trouvés, il lance l'opération Riviera 76 et tout de suite les plans sur la comète foisonnent.

Dernière phase de la récupération pour certains, opérations financières pour d'autres, c'est la bataille des pronostics. On annonce 200 000 personnes, mais cela peut être le double.

Des informations (vraies) paniquantes, circulent : impossible de ressortir une fois entré, pas d'eau, pas de bouffe en dehors de celle qu'on paiera un prix d'or. Bref, un film catastrophe... mieux que *Les dents de la mer*.

La situation est si forte pour les organisateurs qu'ils pourront même se permettre de laisser entrer les 100 000 personnes excédentes possibles.

Woodstock est dans la tête de tout le monde, bien que personne ne croit aux répétitions.

Mais l'idée d'un événement à ne pas rater est là. Ils ont déjà gagné !

Le festival sur la sellette

Alors, boycott, condamnation sans concessions, détachement hautain du fûté qui connaît les combines du système qui nous domine ? Pourtant personne ne peut expliquer que seuls les rassemblements organisés par l'extrême-gauche dans ses fêtes sont intéressants et producteurs de phénomène de masse idéologiquement « correct ».

Quels espoirs pourrions-nous avoir si plusieurs centaines de milliers de jeunes se laissent traiter comme des moutons ? Où seraient passées nos grandes explications sur la radicalisation permanente de la jeunesse ?

Beaucoup espèrent rentrer sans payer et c'est une bonne chose que cela se passe ! Beaucoup viendront pour exprimer leurs envies et espèrent y trouver un répondant collectif : qui pourra les en empêcher ?

La plupart y viendront pour la musique et sauront prendre suffisamment de recul pour savoir si c'est la leur.

Il ne sera pas possible de rester acritique devant une musique qui dépasse le rock bateau des grands groupes intouchables. Beaucoup moins de spectateurs et beaucoup plus de recherches obligeront le public à analyser tout en réagissant. Finalement peu de musiciens jouissent d'une notoriété indiscutable en France. C'est d'ailleurs pourquoi il est dommage qu'il n'y ait pas plus de groupes français présents. Cela aurait été une bonne occasion de les faire connaître, ce qu'une série d'entre eux mérite !

LES STARS

Quasiment, tous les musiciens présents au Castellet ont un point commun : une forte connaissance de leurs instruments et une longue technique.

Shakti : le nouveau groupe de John Mac Laughlin. Sublime formation de musiciens suffisamment connus pour se permettre un retour à la musique totalement acoustique et indienne de surcroît. Mac Laughlin est toujours le guitariste le plus rapide de l'ouest.

Lenny White : batteur réglo de Chick Corea, avec les autres musiciens de Chick, mais sans lui. En fait, on attend toujours la basse de Stanley Clarke.

Larry Coryel : autre super guitariste. Maître, puis élève de Mac Laughlin, depuis assez opportuniste pour pouvoir jouer n'importe quoi. Faut dire qu'il en a les moyens !

Tony Williams, Ron Carter : autres musiciens de la même génération, ceux qui sont sortis du jazz en ont gardé les meilleurs réflexes. **Passport** : groupe injustement méconnu en France.

Betty Davis : nouvelle de la liste et du rock féminin.

Jean-Luc Ponty : digne représentant français exporté aux USA. Ce sera intéressant de voir où il en est.

Mac Coy Tyner : un excellent pianiste qui risque d'étonner pas mal de monde.

Un mot sur **Magma** qu'on espère pouvoir comparer sans honte aux autres. Ce groupe est sûr de faire respirer la foule.

Ça ne suffisait pas, et Michael Lang ressort des valeurs sûres des temps passés.

Joe Cocker : image tordue d'une musique rauque et malade comme sa voix.

Dans la série espoirs, parlons d'**Ursula Dudziak**, chanteuse étonnante à la voix synthétique et interminable, ainsi que d'**Al Jarreau** ou **Jimmy Cliff** champion du reggae. Plus d'autres... !



inédit

Lettre de démission du Parti socialiste de Jack London

Avec cette lettre de démission du parti socialiste travailliste de Jack London s'achève la publication des inédits. Après sa démission, et avant son suicide, Jack London créa un petit mouvement socialiste qui, paraît-il, s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui et compte encore quelques dizaines d'adhérents.

Aux membres de la Section de Glen Ellen

PARTI SOCIALISTE TRAVAILLISTE

Honolulu, T.H. le 7 mars 1916

Mes chers Camarades,

Je viens de terminer la lecture de la lettre de démission de la Section, récente, mais non datée, du Camarade Edward B. Payne.

Par la présente, je remets ma propre démission de la Section de Glen Ellen et pour une raison diamétralement opposée à celle qu'avance le camarade Payne. Je démissionne du Parti Socialiste à cause de son manque d'ardeur et de combativité, parce qu'il n'insiste pas assez sur la lutte de classes.

J'étais, au départ, membre du vieux Parti Socialiste Travailliste, (1) révolutionnaire, prompt à se dresser sur ses ergots pour combattre. Depuis ce moment, et

jusqu'à aujourd'hui, j'ai été un membre combattant du Parti Socialiste. (2) Malgré le temps qui s'est écoulé, mes états de service de combattant pour la Cause, ne sont pas encore tout à fait oubliés. J'ai été entraîné à la lutte des classes, telle qu'elle est enseignée et pratiquée par le Parti Socialiste Travailliste, avec le concours de ce qu'il y a de plus élevé dans mes propres facultés de jugement. Je croyais que la classe ouvrière, en combattant, en ne cédant jamais, en refusant tout compromis avec l'ennemi, pouvait s'émanciper. Du fait qu'au cours de ces dernières années, toute tendance du socialisme aux Etats-Unis a été vers l'apaisement et le compromis, je m'aperçois que mon esprit se refuse à me voir rester membre du Parti. D'où ma démission.

Joignez, s'il vous plaît, à ma démission celle de la camarade Charmian K. London, mon épouse.

Je n'ajouterai qu'un mot pour terminer : si la liberté, l'indé-

pendance sont des biens suprêmes qui ne peuvent être accordés, ni imposés, à des races ou à des classes. Si les races et les classes ne sont pas capables de se soulever, de lutter par la force de leur esprit et de leurs muscles pour la liberté et l'indépendance du monde, elles ne parviendront jamais, le moment venu, à accéder à ces biens suprêmes - et si ces biens suprêmes leur sont offerts avec bonté par des individus supérieurs, ou sur des plats d'argent, ils ne sauront qu'en faire, ne s'en serviront pas, et resteront ce qu'elles ont toujours été par le passé : des races inférieures, des classes inférieures.

Avec vous pour la Révolution
Jack LONDON.

(1) Socialist Labour Party, présidé par Daniel de Léon ; le plus ancien des partis Socialistes.

(2) Socialist Party of America, présidé par Victor-Eugène Debs. Créé par des scissionnistes du S.L.P.

télévision

Samedi

TF 1

- 13.00 Journal
- 14.10 Samedi est à vous
Avec sa ribambelle d'émissions habituelles (policiers de série, westerns, fiction, etc.)
- 17.00 Jeux olympiques
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Les visiteurs de la nuit
Film d'épouvante-TV (Américain)

A 2

- 13.00 Midi 2
- 14.00 L'été est là
Le titre change par rapport à TF 1. Le contenu : Kiff-kiff...
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Et maintenant des jeux olympiques, et puis des jeux olympiques, et un peu plus tard des jeux olympiques...

FR 3

- 20.30 Ne pas déranger
Un titre qui lui va comme un gant. C'est d'ailleurs le seul élément juste de tout le film... Ne le dérangez pas : sophistication télévisée.

Dimanche

TF 1

- 13.00 Journal
- 14.05 Au-delà de l'horizon
- 15.00 Dommage que tu sois une canaille (1955)
- 19.45 Journal
- 20.30 Sans sommation
Un film policier de Bruno Gantillon (1973)
- 22.10 Journal
- 22.25 Jeux olympiques

A 2

- 12.45 Midi 2
- 13.25 Amicalement vôtre (série britannique)
- 14.25 La femme ou le fric (TV-Américain)
- 17.20 Monsieur cinéma
- 18.15 Flipper le dauphin
- 20.00 Journal

FR3

- 20.05 Les animaux chez eux
- 20.30 Sur et sous la communication
Une émission qu'animera Jean-Luc Godard, chaque semaine. Aujourd'hui, deux films vidéo : *Y'a personne* et *Louison*.
- 22.15 Journal
- 22.30 Cinéma de minuit : cycle Elia Kazan
La fièvre dans le sang (1961)
L'Amérique. 1929. Une atmosphère de crise. Et un amour qui naît. Avec Nathalie Wood.

radio

Samedi

FRANCE MUSIQUE - M.F.

18.55 (jusqu'à 22.00) *L'Or du Rhin de Wagner*, en direct du festival de Bayreuth et dirigé par Pierre Boulez.

FRANCE CULTURE - M.F.

14.05 (Jusqu'à 24.00) Samedi en Avignon

Dimanche

FRANCE-MUSIQUE

16.55 (jusqu'à 23.00) « *La Walkirie* » de Wagner en direct du festival de Bayreuth et dirigé par Pierre Boulez.

FRANCE-INTER - 1829 m

22.10 Jam Parade : Festival Riviera 76. le Castellet.



La troupe d'André Benedetto est à Avignon

UN OCCITAN QUI SE RECLAME DE ROBESPIERRE...



Depuis le 10 juillet, et jusqu'au 7 août, André Benedetto et sa troupe jouent *Alexandra K.*, au théâtre des Carmes d'Avignon. Précédemment à Montauban, les 3 et 4 juillet, pour le onzième festival d'Occitanie, sur la belle place nationale où, déjà en 74, il avait monté *Le siège de Montauban*, André Benedetto et sa troupe ont créé une nouvelle pièce : *La pétition de Montauban ou Les drapiers jacobins*. Tableau des luttes de classe sous la révolution française vue à travers la réalité locale : ainsi, des hobereaux déchus, de bourgeois-patrons drapiers, des paysans cohabitent « sur scène » avec Robespierre, l'abbé Grégoire, Brissot. A la lutte des classes, s'articule une « lutte des langues » : tout au long de la pièce s'affrontent le français (imposé par la bourgeoisie) et l'Occitan (parlé par le « bas-peuple »). Benedetto fait sienne la revendication linguistique et occitane et, après une série d'allusions à la situation contemporaine, la pièce se termine sur une Marseillaise chantée en Occitan, non dépourvue d'ailleurs d'ambiguïtés politiques.

Nous avons posé quelques questions à André Benedetto.

Explique nous d'où est née la pièce que tu viens de créer à Montauban ?

F. Castan, directeur du festival de Montauban, m'a envoyé la pétition du citoyen Gautier Sauzin de Montauban, qui, en décembre 1791, demandait que l'on instruisse les populations du midi dans leur langue maternelle plutôt qu'en français. Comme c'était très tard, en mai, il me proposait d'imaginer, à partir de cette pétition, quelque chose de très simple. En réalisant les histoires de la révolution, il m'est apparu très difficile d'aborder ce problème sans se retrouver sur ce qu'on appelle une position girondine, fédéraliste, bref régionaliste. Et ce n'est qu'à partir de nouveaux documents parus récemment (*le français national ; une politique de la langue*) qu'il m'a paru possible de faire quelque chose.

Et pour donner à cette pétition son importance, il fallait la relativiser dans le cours de la révolution et la situer entre 1790, où l'assemblée a décidé la traduction de ses décrets dans tous les idiomes, et le thermidor de 1794, où le comité de salut public et la convention ont imposé le français comme langue unique. Un deuxième point important, c'est que j'ai voulu rattacher ce combat des minorités, ce combat pluraliste au combat des jacobins et du plus grand d'entre eux, Robespierre. On a toujours identifié jacobin et « centralisateur », mais il apparaît dans les textes que Robespierre avait des positions de véritable décentralisateur. Je me réclame donc de Robespierre, celui dont on attendait le moins qu'un occitaniste se réclame !

Ensuite, j'ai construit les personnages à partir de personnes qui ont réellement existé à Montauban et j'ai essayé de montrer la révolution non pas comme une fresque indéfinie avec simplement des figures historiques, mais avec des figures de la vie quotidienne : des bourgeois qui ont pignon sur rue, qui ont des terres, qui emploient des ouvriers tisserands, des paysans. Bref, les gens qui font la révolution et qui sont traversés par elle.

Un autre élément important dans le spectacle, c'est la présence d'Olympe de Gouges, originaire de Montauban, qui, en 1791, faisait paraître *les droits de la femme et de la citoyenne*. On en distribue des fac similés pendant la pièce pour les faire connaître. Il s'agit de montrer, de la part de la bourgeoisie qui est en train de libérer les forces de l'économie, et notamment la force

de travail (en se l'assujettissant), la cohérence de toutes les répressions et de l'idéologie qui pèse encore sur nous, dont nous sommes « imbibés ». Répression contre les ouvriers (en 91, il y a des lois contre le droit de grève), contre les femmes (puisque Olympe a été guillotinée car on lui reprochait de se mêler d'affaires dont son sexe ne devait pas s'occuper), contre les minorités culturelles enfin.

Justement à propos des femmes, il semble qu'il y ait une évolution dans ton théâtre, notamment avec ta pièce sur Kollontai, Alexandra K.

Dans *Emballage*, la pièce que j'avais montée au Havre, on m'a reproché d'avoir fait du personnage de la femme, un personnage archétype qui relevait presque de l'idéologie bourgeoise. C'est que, quand on écrit, on reproduit des images, des archétypes, des conduites, on n'est pas spontanément « libéré », on apprend aussi à devenir conscient sur ces problèmes : il faut apprendre à corriger ce qui vient spontanément et qui n'est souvent que le discours de l'idéologie dominante. Sur le problème des femmes, j'ai fait des efforts pour ne pas reproduire ce discours.

Quand à *Alexandra Kollontai*, je l'ai découverte tout à fait par hasard, dans une librairie, en avril 1975. Ce qui m'a frappé immédiatement, ce sont quelques images : la femme qui reçoit Lénine avec un bouquet, etc. C'est un personnage assez peu connu. Sauf bien sûr, par les féministes et les militants. Mais justement, une des vocations du théâtre, c'est de porter pour le plus grand nombre des débats qui n'agitent que des minorités. Le grand public ne connaît pas Alexandra Kollontai. Quant à Olympe de Gouges, on la connaît un peu par le livre de Benoite Groult, *Ainsi soit-elle*. Il est certain que ce rôle donné aux femmes correspond aussi à des besoins qui se font sentir aujourd'hui : on est stimulé par les besoins qui sont autour de nous.

Ton théâtre est, dans les thèmes que tu choisis comme dans le rôle que tu lui a donné, un théâtre clairement politique. Peux-tu en préciser ta conception ?

Il faut s'entendre : j'estime que « Au théâtre ce soir », c'est un

théâtre militant politique au service de la bourgeoisie, puisqu'il reproduit sans cesse le discours de l'idéologie dominante et les rapports sociaux, les manières d'être donnés comme définitifs, éternels, immuables. Il se trouve que le théâtre le plus vivant aujourd'hui est un théâtre qui essaie de remettre en question ce discours.

mettre à jour ce qui est non su, ou refoulé, par l'idéologie dominante.

Toutes tes dernières pièces (*Esclarmonde, Les lude Fois, etc*) soulignent la dimension occitane de ton combat.

La révolution française est un bon exemple. On voit depuis quelques temps un intérêt réactivé pour la révolution française. Et sauf quelques exceptions, la plupart des ouvrages sur la révolution relèvent de l'idéologie dominante. J'ai vu par exemple un « opéra-rock » joué en play-back par les malades et les infirmiers de l'hôpital de la force : tout est idéologique et tout est faux. Par exemple, Louis XVI incarnant le père qu'on va décapiter, etc.

De même, on se rend compte que personne n'a lu la révolution d'un point de vue occitaniste, du point de vue des minorités. Notre rôle est de

On a commencé à avoir des positions qui rejoignent celles du mouvement occitan avant de nous définir comme occitans. A l'époque les félibres et la langue occitane qu'ils incarnaient me faisaient rire. C'est à partir de la pièce *L'oeuf et la contradiction* que notre prise de conscience a vraiment commencé : on y étudiait le cas d'un petit éleveur du Gard, dans une pièce qui traitait à la fois du caractère social et international de la production et du caractère privé de l'appropriation capitaliste. C'est là qu'on a commencé à prendre contact avec les occitanistes de la région et ça s'est clarifié en 1973, lors des rencontres occitanes d'Avignon, où on avait réuni avec nous le Théâtre de la

Carriera, le centre dramatique de Toulon, des chanteurs, des poètes, etc. Et depuis, nous n'avons pas cessé de nous intéresser à notre dimension occitane. Même *Alexandra Kollontai*, en fin de compte relève aussi de notre « imaginaire occitan ».

Nous avons repris deux entreprises de ce type cette année : dans la banlieue parisienne et à Bègles (banlieue de Bordeaux) où nous avons travaillé deux mois avec la population. Mais on se rend compte que, pour pratiquer le théâtre de cette manière, rendre disponibles les gens qui veulent travailler avec nous, il faudrait pouvoir organiser de grands stages ouverts à tous : travailleurs, lycéens. Car c'est très intéressant pour eux, mais aussi pour nous : cela nous permet de retrouver d'autres pratiques, des pratiques culturelles populaires comme le carnaval par exemple ou le théâtre de rue qui était très vivant en Occitanie dans les siècles passés. Ça nous réactive en tant que troupe professionnelle. Quant à la forme théâtrale, la mise en scène se crée en fonction de lieu où nous jouons.

A Bègles, on devait jouer dans des cités et sur la place publique : on a monté le spectacle sur des chariots mobiles. Ici, sur cette place fermée, c'est un théâtre en rond, en rond éclaté vers les quatre côtés de la place. C'est un théâtre de place, au sens de « l'agora », de la place comme lieu des discussions et des échanges.

Au point où on en est arrivé, il me semble que, même si on multipliait les subventions, les barrages sont tels qu'on ne résoudrait pas les problèmes. Car, on ne pourrait les résoudre qu'avec une démocratie réelle qui permette le changement radical des pratiques théâtrales. On a aussi besoin de la définition d'un autre statut pour le théâtre, en particulier pour les jeunes compagnies : par exemple que « les artistes » soient pris en charge par la sécurité sociale. Toutes les troupes sont aujourd'hui dans une situation illégale, et si on le veut, on peut arrêter légalement tout le théâtre en France. Les troupes se débrouillent comme elles peuvent, il y a des associations de 1901, des sociétés anonymes, des coopératives ouvrières. Mais tout le monde pratique le théâtre de la même façon, c'est à dire dans la misère, avec des gens sous-payés.

D'autre part, une démocratie réelle, ce serait tout faire pour que la pratique du théâtre ne soit pas restrictive, pour prendre en compte toutes les recherches, pour créer des liaisons entre professionnels et « amateurs ».

Je ne peux pas définir tout seul quelle devrait être la politique du théâtre. Elle devrait être élaborée avec tous les gens intéressés, ceux qui le pratiquent, mais aussi les spectateurs, les syndicats, etc. Les besoins seraient définis à partir de la base, au lieu d'être parachutés aujourd'hui du sommet, sans que personne ne soit consulté.



Benedetto pendant la répétition de sa pièce : *La pétition de Montauban*